

7 Jours Filpac CGT

N°43 - lundi 5 août 2013

Directeur de publication : Marc Peyrade
Rédaction : Jean Gersin (gerson@filpac-cgt.fr)
tél. : 01 55 82 85 74 - www.filpac-cgt.fr

La tension sociale s'accumule. Comment en serait-il autrement ? 30 milliards de l'épargne populaire viennent d'être dirigés vers les banques privées. Et Dexia, l'ex-banque des collectivités locales, a reçu 6,5 milliards pour une faillite qui dure... L'amertume et la rancœur sont entretenues par les privations qu'engendrent les mesures d'austérité et la très inégale pression fiscale. Les arbitrages entre dépenses de loisirs, de santé, d'éducation, de logement et maintenant d'alimentation de qualité deviennent trop lourds pour être étouffés par la honte et la peur de basculer dans le chômage. Hollande, bientôt un Zapatero ? **L'austérité n'est pas notre horizon, mais l'action. Dès le 10 septembre !**

Derrière l'arnaque au Livret A, Hollande au service de la banque !

Le marchand de sable est passé, tous à la plage... Mais le gouvernement veille. Hollande devait chasser Sarkozy. Il l'a remplacé, en continue l'œuvre libérale et l'austérité. Même et surtout pendant les congés.

Au menu des arnaques de l'été, le coup du Livret A.

- **Le 1^{er} août, l'épargne de Monsieur-Tout-Le-Monde, le livret A, est brutalement agressée : le taux régresse de 1,75 à 1,25%.**

Les quelques noisettes mises de côté sont ainsi dévaluées. Un ajustement technique, vu la faiblesse de la hausse des prix ? Pas du tout ! De la récupération sur le dos des épargnants pour les banques !

30 milliards de cette épargne, centralisée par la Caisse des dépôts, ont été alloués sur décision du gouvernement aux... banques ! Pourquoi ? Pour les récompenser de ne pas faire leur boulot, c'est-à-dire, prêter de l'argent. Pour les inciter à le faire. L'Etat n'est plus la providence du citoyen mais de la finance. C'est bien ça, le libéralisme, non ?

Ces 30 milliards transitent par les banques privées et sont tenues à leur disposition, sans contrepartie. Juste dans l'espoir formulé par le gouvernement que les organismes financiers prêtent aux PME et aux TPE. Il y aurait une entente Hollande et Gattaz Junior ? Le patron du Medef avait exigé du président aide et protection pour le patronat des PME. Hollande a obéi.

- **Hollande, l'ennemi de la Finance juste le temps des élections, reproduit en actes ce que fit Sarkozy au cœur de la crise financière : l'Etat - c'est-à-dire les contribuables - prête sans contrepartie aux banques qui ne veulent pas en jouer.**

Mais alors ? La reprise ? De la flûte d'été ? Nous ne sommes pas des économistes distingués. Nous, on se dit que si les banques ne prêtent pas, si l'Etat fait le boulot à leur place, c'est que la crise financière couve toujours

Pourquoi ne prêtent-elles pas ? Trois raisons. 1. L'espoir de retour sur investissement des capitaux prêtés est maigre. **2.** Prêter, c'est faire sortir des liquidités nécessaires à l'équilibre interne de banques dont le ventre est rempli de titres pourris dont elles n'ont pas encore réussi à se débarrasser. **3.** Construire des prêts à plusieurs banques, c'est passer par dessus la défiance qu'elles nourrissent l'une envers les autres, car toutes se savent grosses de titres spéculatifs qui les engorgent. **Alors, c'est Hollande qui fait le banquier !**

- **Et pour nous ? L'austérité.**

La citoyenne Touraine fait semblant de porter au Premier ministre, dans le plus grand secret, le contenu de l'attaque sur les retraites, affirmant que « ça fera même pas mal ». Tout est déjà négocié ! **Les 26 et 27 août, promis, les syndicats sauront tout...**

Mais, très cher M. Hollande, nous savons déjà ! Pour maintenir la protection sociale, protéger l'emploi et faire progresser les salaires, va falloir se battre. Contre votre politique. Les dégâts de la loi dite de sécurisation de l'emploi apparaissent au grand jour, pendant que les licenciements continuent, toujours plus violents et que le pouvoir d'achat fait naufrage.

Voilà pourquoi le 10 septembre est un premier rendez-vous. Pas pour faire du tourisme syndical dans les rues, mais pour commencer l'œuvre de reconstruction du rapport des forces sur la base de nos revendications concrètes.